

NOUS SOMMES TOUS MENACÉS !

Une nouvelle renégociation de toute la Convention UNEDIC aura lieu dès septembre prochain.

*- La Ministre de la Culture défend plutôt le principe du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle, **MAIS EN ÉVITANT BIEN DE FAIRE DES PROPOSITIONS CLAIRES SUR LES RENÉGOCIATIONS À VENIR DE NOS ANNEXES** - laissant ainsi le champ libre aux « partenaires » sociaux pour décider du pire (évidemment le MEDEF rêve d'aider à la flexibilité grâce à une « souplesse sociale », mais qu'attendre de la CFDT qui se réjouit de dispositifs tels que l'ANI qui réduit les droits des salariés ?!)*

*- La Cour des Comptes (présidée par le socialiste Didier Migaud) accuse les annexes 8 et 10 de plomber les comptes de l'UNEDIC. Même si le récent rapport sur les conditions d'emploi dans les métiers artistiques démonte l'argument de ce prétendu déficit, il ne pourra pas être balayé. L'Europe et le FMI dénoncent des régimes de chômage « trop généreux », c'est donc **l'ensemble de la convention (annexes comprises) qui est visée...** au nom de la compétitivité !*

*Pour réclamer des règles plus justes, pour empêcher que les droits sociaux ne continuent de disparaître, il faut une forte mobilisation immédiate de **TOUS** (publics, artistes, acteurs culturels, citoyen-nes...)*

SUD CULTURE SOLIDAIRES participe au Comité de Suivi 2013 – une démarche unitaire pour affirmer qu'**IL FAUT UNE RENÉGOCIATION** des annexes 8 et 10 sur les bases suivantes :

-Annexe unique Artistes / Techniciens

-Date anniversaire et ouverture de droits dès 507 heures sur 12 mois avec indemnisation sur 12 mois

-Prise en compte des heures d'enseignement et d'heures faites au régime général

-Rétablissement des règles non discriminatoires sur les congés maternité et maladie

Que nous soyons salarié-es « établis » de la culture, INTERMITTENT-ES DU SPECTACLE ou travailleurs privés de droits sociaux, technicien-nes ou artistes... Que nous soyons actifs dans n'importe quel autre domaine que la culture, avec n'importe quel autre statut, nous sommes tous **CONCERNÉS**.

NOUS SOMMES TOUS MENACÉS !

(simples citoyen-nes ou spectateurs-trices, public, usagers des services culturels et artistiques)

C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QUI RISQUE D'ÊTRE TOUCHÉE

par les effets de la « réforme » du Régime des Intermittent-es

AU MEME TITRE QUE L'ÉDUCATION ET LA SANTÉ, LA CULTURE EST UN DROIT INALIÉNABLE POUR TOUS INSCRIT DANS LA CONSTITUTION !

LA CULTURE EST UN BIEN PUBLIC, PAS UNE MARCHANDISE !

IMAGINEZ CE QUE SERAIT NOTRE PAYS AVEC COMME SEUL HORIZON CULTUREL : LA CULTURE MARCHANDE DE MASSE, DES PARCS ASTERIX, DES ONE MAN SHOW BIDONS ET DES SÉRIES TÉLÉ INFANTILISANTES !

Rendez-vous à Avignon

LE 13 JUILLET 2013 MANIFESTATION UNITAIRE À 11H30 RUE DE LA RÉPUBLIQUE

AG LE 14 JUILLET 2013 DE 13H30 A 16H30 AU VILLAGE DU OFF

SOYONS NOMBREUX !

Avec le comité de suivi, nous appelons également à :

Un grand rassemblement à Paris et en province LE JOUR DES PREMIÈRES DISCUSSIONS À L'UNEDIC

Il est indispensable de se mobiliser tous ensemble, travailleurs de la culture et d'ailleurs, chômeurs, précaires en tous genres, étudiant-es, retraité-es... afin de pouvoir peser sur des décisions qui influent sur notre quotidien et qui risquent de bouleverser nos vies...

Les règles de l'UNEDIC et le fonctionnement de Pôle Emploi (ou du GUSO) créent de vastes dégâts.

Le système est complètement perverti – n'oublions pas l'acte politique de Djamel Chaar. C'est insupportable.

Destruction du service public ; politique générale de défiance à l'égard des ayants droits ; contrôles subis, fréquents, nombreux, et abusifs ; retrait des indemnités tant qu'on n'a pas prouvé que Pôle Emploi se trompe* ; insécurité juridique... Il n'est pas question de défendre un « privilège ». **Le système actuel d'indemnisation du chômage est inhumain : il faut refuser de le proroger et exiger une réforme complète de l'UNEDIC.**

Pour que nos revendications soient entendues, il faut agir dès aujourd'hui. LA PÉRIODE DES FESTIVALS EST UN TEMPS À SAISIR POUR MOBILISER LE SECTEUR DU SPECTACLE ET DE LA CULTURE ET SENSIBILISER LES PUBLICS :

Faisons des AG, discutons, informons-nous, prenons la parole au début des spectacles, diffusons les ciné-tracts de la CIP-IdF**, interpellons les élus pour les forcer à se positionner...

**Il y a urgence à réclamer un autre système !
Nous sommes tous menacés, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !**

La démarche unitaire du comité de suivi réunie à ce jour les organisations suivantes : *ADDOC association des cinéastes documentaristes - CGT Spectacle - Coordination des Intermittents et Précaires - Fédération des Arts de la rue - Les Scriptes Associés - Société des Réalisateurs de Films - SUD Culture Solidaires - SUD Spectacle - SYNAVI - SYNDEAC - Syndicat des Musiques Actuelles - Syndicat du Cirque de Création - UFISC - Union des créateurs lumière.*

D'autres sont invitées à s'y joindre. Les parlementaires sont actuellement sollicités pour rédiger collectivement une plate-forme de revendications pour la réforme des annexes 8 et 10 de l'assurance chômage.

Au delà et en lien avec la réforme de l'UNEDIC, le comité de suivi lance aussi une alerte sur le budget culturel. **Il est nécessaire que soit adoptée une loi d'orientation sur le spectacle vivant et la création**, dotée d'un volet financier, engagement de campagne du président de la république.

En effet, le manque de cadre législatif et les diminutions successives des moyens financiers alloués à la culture et plus particulièrement à la création, la diffusion des œuvres et la transmission (formation et action artistique et culturelle), tant au niveau de l'état que des collectivités territoriales, impactent en premier lieu l'emploi artistique et technique.

Pour que puisse exister une culture émancipatrice, pour tous.

Où sont les promesses du gouvernement, notamment sur l'éducation artistique qui a été annoncée comme une priorité ? Sur ce thème, rendez-vous à Avignon, Mardi 16 Juillet à 10h au cinéma Utopia (Cour Maria Casarès) pour le débat « *vers un égal accès de tous les jeunes à l'art et à la culture* ».

SUD Culture Solidaires, le 4 Juillet 2013

* Alors que 97% des cas de contrôle par Pôle Emploi se soldent par un non lieu ! ... Comment vivent les personnes contrôlées et non indemnisées pendant le trop long temps du contrôle ou du refus de droits pour des soupçons de fraude ?!

** « Les petits films » "Riposte" de la CIP-IdF : http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=6643 expliquent notamment le mensonge du "déficit" et détaillent les revendications pour la réforme des annexes 8 et 10 de l'assurance chômage.